

Etienne Tshisekedi accorde un préavis de trois mois à Kabila

RD Congo Nouveau succès pour l'opposant. Katumbi n'est pas autorisé à rentrer au pays.

Évocation Hubert Leclercq

Etienne Tshisekedi, le patron de l'opposition congolaise, a réussi son deuxième pari.

Mercredi, le 27 juillet, après près de deux ans passés en Belgique pour y recevoir des soins, le patriarche de l'opposition congolaise (84 ans) avait signé un retour tonitruant au pays. Dès sa sortie de l'avion et sur la bonne dizaine de kilomètres qui séparent l'aérogare de sa 10^e Rue, dans le quartier de Limete, dans la ville-capitale de Kinshasa, ils étaient des centaines de milliers à s'être pressés pour l'accueillir. Quatre jours plus tard, après un meeting organisé par la majorité présidentielle qui a peiné à réunir 50 000 personnes, le "Sphinx de Limete" avait fixé un autre rendez-vous à ses partisans et à tous les opposants au régime du président Kabila.

Face au stade des Martyrs, combien seraient-ils cette fois pour venir l'écouter ce dimanche en début d'après-midi? Dès les premières heures de la matinée, la réponse se dessinait. Par petits groupes au début, de plus en plus nombreux au fil des heures, les Kinois qui appellent la fin du régime Kabila et, en tout cas, le respect de la Constitution et donc l'organisation cette année encore de l'élection présidentielle, ont envahi le boulevard triomphal qui ceinture le stade. Une véritable marée humaine était présente. "Impossible de vous dire combien nous sommes", hurle au téléphone un membre du Fonus, un des partis de la Dynamique de l'opposition, perdu dans la foule. "Mais, je peux vous dire que la foule présente ici n'entre pas dans un stade, ni même dans deux ou dans dix", continue-t-il en référence au meeting des pro-Kabila.

Il faudra attendre 15 heures pour qu'Etienne

Tshisekedi arrive enfin sur l'estrade. Seul Joseph Olenghankoy, le patron du Fonus, a pris la parole pour contenir la foule en attendant le "messie" du jour et en demandant aux manifestants de ranger les drapeaux de leur formation politique pour faire place aux étendards du pays.

Un discours combatif

Etienne Tshisekedi, revigoré par ce retour de rock star, a retrouvé sa prestance. L'homme diminué rencontré au mois de juin dernier à Genval, à l'occasion de la création du Rassemblement, énorme plate-forme regroupant la plupart des partis de l'opposition, est transfiguré.

D'entrée de jeu, après les remerciements d'usage, le message se veut combatif. "Les fossoyeurs du peuple congolais, les mêmes qui ont volé votre victoire aux élections de 2011 en m'empêchant d'assurer le mandat que vous m'aviez confié, n'ont pas désarmé" (NdLR: Tshisekedi n'a jamais reconnu la victoire de Kabila lors de la précédente présidentielle et s'était donc autoproclamé président de la RDC). "Je suis là pour qu'aujourd'hui, avec votre soutien massif et déterminé, nous stoppions net leur forfaiture. Défendrez le respect de notre Constitution, ainsi que les délais qu'elle prescrit,

afin de donner de nouvelles perspectives à la République démocratique du Congo." Avant d'ajouter que "comme prévu par la Constitution, les élections doivent avoir lieu en 2016. Le 19 septembre 2016 est la première ligne rouge à ne pas franchir. Le corps électoral doit être convoqué pour l'élection présidentielle..." Dans la foulée, l'opposant stigmatisera le dialogue tel que voulu par le président Kabila, rappellera que lui et l'ensemble du Rassemblement n'envisagent ce dialogue que dans le cadre de la résolution 2277 des Nations unies, après le remplacement du facilitateur envoyé par l'Union africaine, l'ex-premier ministre togolais Edem Kodjo, qualifié de "traître" et de "grand kabi-

liste" et après que les préalables fixés par le Rassemblement auront été remplis par le pouvoir, notamment la fin des poursuites contre les opposants politiques. Un nom surgit alors de la foule, celui de Moïse Katumbi, ex-gouverneur du Katanga, dont la présence avait été annoncée à ce meeting malgré les menaces d'arrestation qui pèsent contre lui dans une affaire de spoliation.

Katumbi empêché de rentrer au pays

Le candidat déclaré à la magistrature suprême avait bien planifié son retour pour ce dimanche à Kinshasa. Contrairement aux diverses rumeurs, son avion ne se trouvait pas au Gabon en attente d'une éventuelle autorisation d'atterrir, mais bien à Bruxelles, où l'équipage n'a jamais reçu cette "clearance", malgré les demandes répétées depuis vendredi milieu de journée.

"Ce n'est que partie remise", explique-t-on dans le clan Katumbi, qui feint de s'étonner que "le pouvoir de Kinshasa qui veut tellement voir Moïse derrière les barreaux, refuse de l'autoriser à rentrer au pays". Après la démonstration de force d'Etienne Tshisekedi de mercredi, la majorité présidentielle savait qu'elle prendrait un trop grand risque en laissant rentrer Moïse Katumbi et qu'il lui serait impossible de procéder à son arrestation sans susciter une colère difficile - impossible? - à contrôler face à une masse populaire aussi impressionnante.

Éviter tout dérapage incontrôlé

Fort de cet étalage de force, l'opposition congolaise, largement unie, va prochainement annoncer un calendrier d'actions, a encore annoncé Etienne Tshisekedi. Un calendrier synonyme de cauchemar pour le pouvoir en place. A trop vouloir gagner du temps pour aboutir au glissement (prolongation de facto du mandat du président, empêché par la Constitution de se représenter après ses deux mandats, qui n'a pas désigné de dauphin et qui ne s'est jamais prononcé sur son avenir) que peut encore proposer le pouvoir en place en RDC?

La Constitution donne raison à l'opposition, la communauté internatio-

nale, elle, veut éviter tout dérapage incontrôlé et donc sanglant et l'opposition a fait montre de toute sa puissance mobilisatrice. Autant d'arguments qui ne plaident pas en faveur de Joseph Kabila. Reste à trouver la solution pour éviter le chaos pour ce peuple congolais qui n'a que trop souffert.